

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Le 22 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



LES ETANGS DU BRIONNAIS

D 982
71110 BAUGY

Références : AC/MV/2022/C_220
Code AIOT : 0003302428

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement LES ETANGS DU BRIONNAIS implanté D982 71110 BAUGY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Compte tenu des multiples enjeux environnementaux, la visite a été réalisée conjointement avec plusieurs services de l'état: l'inspection des installations classées, le service eau et milieux aquatiques de la direction départementale des territoires, l'inspection de l'office français de la biodiversité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES ETANGS DU BRIONNAIS
- LANGLOIS Jean-Guy D982 71110 BAUGY
- Code AIOT : 0003302428
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière illégale ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure en 2019 suite à des plaintes de riverains relatives à la commercialisation de matériaux minéraux extraits dans le cadre de la réalisation de plans d'eau et aux impacts environnementaux associés (eaux superficielles et souterraines, poussières, trafics poids lourds).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : suites d'une mise en demeure.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Régularisation administrative	AP de Mise en Demeure du 05/06/2019, article 1	/	Amende Administrative	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Mesures conservatoires	AP de Mise en Demeure du 05/06/2019, article 1	/	Amende Administrative	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle de l'installation illégale en présence du propriétaire des terrains permet de retenir que :

- l'extraction de matériaux est définitivement arrêtée,
- une partie des matériaux extraits a été vendue et évacuée du site par des tiers,
- une partie des matériaux extraits a été vendue par le biais de la vente des terrains sur lesquels ils sont encore stockés (ancienne propriété de M. LANGLOIS),
- la notification de cessation définitive des activités illégales n'a pas été réalisée par M. LANGLOIS,
- les stocks actuels de matériaux minéraux extraits des plans d'eau ne sont pas de nature à présenter des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, compte tenu de leurs caractères inertes et du lieu géographique des zones de stockage,
- la remise en état des terrains sur lesquels les matériaux sont encore stockés n'a pas été réalisée et elle s'avère désormais non réalisable par M. LANGLOIS compte tenu du changement de propriétaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régularisation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/06/2019, article 1
Thème(s) : Illégaux, Régularisation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les sociétés civiles immobilières PARC RÉSIDENTIEL DU REFFY et ETANGS DU BRIONNAIS exploitant une installation d'extraction de matériaux sises Le Reffy et D982 sur la commune de Baugy sont mises en demeure de régulariser leur situation administrative : <ul style="list-style-type: none"> • soit en déposant un dossier de demande d'autorisation en préfecture, • soit en cessant leurs activités d'extraction et de commercialisation de minéraux et en procédant à la remise en état prévue à l'article L.512-6-1 du code de l'environnement.
Constats : A ce jour aucun dossier de demande d'autorisation pour la commercialisation de matériaux minéraux extraits (au titre de la rubrique n°2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) n'a été déposé en préfecture afin de régulariser une activité illégale. Suite à la visite du site des étangs en présence de M. LANGLOIS propriétaire des terrains ayant fait l'objet d'extraction pour la réalisation d'étangs, gérant de la société civile immobilière LES ETANGS DU BRIONNAIS et cogérant de la société civile immobilière PARC RÉSIDENTIEL DU REFFY, il a été constaté l'arrêt des activités d'extraction et la présence de stocks importants de matériaux extraits (voir photos en annexe au présent rapport). Le volume estimé sur place est d'environ 25000 m ³ (50 000 tonnes) stocké sur deux zones distinctes. Ces matériaux extraits et leurs zones de stockage n'ont pas fait l'objet d'une remise en état conformément à l'article L.512-6-1 du code de l'environnement, ce qui est contraire à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05 juin 2019.

En l'absence de notification d'une cessation définitive pour l'activité illégale de vente de matériaux extraits pour la réalisation des étangs par M. LANGLOIS, et donc d'une proposition de l'usage futur des terrains sur lesquels reposent les stocks résiduels et devant être remis en état conformément à l'article R.512-39-2 du code de l'environnement, l'article R.512-75-1 du code de l'environnement prévoit que l'exploitant place son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt. Les terrains devraient donc être libérés des stocks afin que ceux-ci retrouvent leur état d'origine ce qui n'est pas le cas. Suite à la visite, il n'a pas été constaté la présence de déchets dangereux, de risques d'incendie ou d'explosion, d'absence de sécurisation de l'accès au site ou d'effets potentiellement négatifs sur l'environnement ou la santé.

Il est à noter que les créations des plans d'eau ont fait l'objet de déclarations successives en préfecture au titre de la loi sur l'eau dont la dernière date du 14 avril 2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende administrative

N° 2 : Mesures conservatoires

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/06/2019, article 1

Thème(s) : Illégaux, mesures conservatoires

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet

Prescription contrôlée :

Les sociétés PARC RÉSIDENTIEL DU REFFY et ETANGS DU BRIONNAIS doivent, jusqu'à la décision éventuelle relative à la demande d'autorisation, dès la notification du présent arrêté, suspendre :

- toute activité d'extraction de matériaux non conforme à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement sur leur domaine ;
- toute évacuation et vente de matériaux mis en stocks sur leur domaine.

Constats : Les plans d'eau ont fait l'objet de permis d'aménager et de déclarations en préfecture ce qui en toute logique confère implicitement le droit d'affouiller les sols au titre de la loi sur l'eau.

Une partie des matériaux extraits a été commercialisée sous une forme ou une autre. M. LANGLOIS a confirmé la vente d'environ 1800 tonnes à destination de centres équestres de la région sur 3 ans.

M. LANGLOIS a déclaré avoir vendu les terrains, occupés actuellement par les stocks de matériaux minéraux résiduels issus de la réalisation des étangs, à une société locale de travaux publics ce qui est contraire aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05 juin 2019.

La vente a fait l'objet d'un acte notarial et d'un bornage des limites des terrains concernés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende administrative

Annexe au rapport d'inspection – photos des stocks résiduels

